



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

14/04/2023

## ***13 avril : une mobilisation combative et déterminée jusqu'au retrait de la réforme des retraites***

Mobilisation après mobilisation, force est de constater que le mouvement se maintient dans le monde du travail et de la jeunesse, la colère et la détermination à faire reculer le pouvoir sont toujours là. En faisant adopter leur réforme à l'Assemblée nationale, à coup de 49-3, Macron et Borne voulaient boucler le dossier « retraite » et enclencher les mesures anti-sociales du programme de Macron dicté par le capital. C'était sans compter sur la colère qui est toujours là : ce jeudi 13 avril n'est en rien le baroud d'honneur annoncé par tous ceux qui veulent mettre un terme au mouvement:

Plus d'un million de manifestants en France, 400000 à Paris.

Laurent Berger laissait entendre que la journée du 13 avril pourrait être la dernière appelée par la CFDT, en affirmant, notamment, que « *la CFDT ne fera pas des manifestations pendant six mois* ». Si certains dirigeants cherchent à en finir avec le mouvement, cette nouvelle mobilisation rappelle que nous ne lâcherons rien jusqu'au retrait.

Dans le bras de fer qui oppose le monde du travail à Emmanuel Macron et au patronat, le gouvernement compte sur les « Sages » pour clore définitivement le mouvement. Le suspense est faible quant à la décision de cette institution composée de personnalités du régime venant du même sérail que Macron ou Larcher et partageant les intérêts du capital. Ils nomment les membres pour une durée de neuf ans, à 13.500€ la rémunération mensuelle. Sur les neuf membres du Conseil constitutionnel, on a Fabius, ancien premier ministre, qui comme Juppé, avait lancé l'attaque contre les retraites en 1995 et reculé face à la mobilisation, l'ancien directeur d'Axa, deux anciens ministres de Macron, un ancien soutien de Fillon et une ex-directrice de cabinet de Dupont-Moretti, ministre de Macron. Nous ne devons pas compter sur ces serviteurs du capital pour abolir la réforme des retraites.

Le gouvernement entend profiter d'une possible censure partielle des mesures liées au travail de sa réforme pour relancer le « dialogue social » et tenter de renouer rapidement avec la CFDT. « *La censure des articles à visée sociale (index senior, CDI senior, compte pénibilité...) donnerait du grain à moudre à ces nouvelles négociations, (...) il conviendra alors de renouer rapidement le fil entre l'exécutif et les syndicats* » explique *L'Opinion*, Si certains articles sont censurés, la décision ne serait pas un camouflet pour le gouvernement. Le gouvernement pourrait recaser les articles retoqués dans sa future loi Travail, poursuivant les attaques contre le code du Travail prévues pour l'été, et passer en force sur le plus important: les 64 ans. L'essentiel pour lui étant d'appliquer le programme dicté par le capital et de poursuivre et d'accélérer les attaques contre les salaires, les retraites, contre la Sécurité Sociale, l'assurance chômage, la santé, le RSA, l'éducation, le secteur public, les libertés, le renforcement de l'Europe capitaliste. Macron veut tout faire pour continuer à adapter toute la société française aux exigences du capital : exploiter toujours plus les salariés. Un ensemble de mesures est pris pour liquider toutes les conquêtes sociales, privatiser les services publics, faire baisser le prix de la force de travail et augmenter les profits capitalistes. Les jeux politiques ne permettent pas de construire un rapport de forces contre le capital et contre Macron à son service. La constitution anti-démocratique de 1958, préserve et protège les intérêts du capital et permet de mettre en œuvre la feuille de route du MEDEF.

### **Rien à attendre du compte-rendu du Conseil Constitutionnel ou de la perspective du RIP.**

Le dirigeant de la CFDT et certaines composantes de la NUPES, voient dans le Référendum d'initiative partagé (RIP) une issue pour le mouvement. Le Conseil constitutionnel devrait donner demain vendredi son feu vert sur la demande de lancement d'une telle procédure. Ce sera alors le début d'un parcours long de neuf mois pendant lequel s'ouvrira une campagne permettant ou non de recueillir les 4,87 millions de signatures. Si ces dernières sont recueillies, le référendum n'aura pas lieu automatiquement, le Parlement aura six mois pour se saisir de la

proposition de loi : une solution au conflit des retraites qui apparaît comme illusoire tant le chemin pour parvenir à un référendum est long.

On est loin d'une véritable perspective pour faire reculer Macron.

**L'urgence reste : ni « pause » ni « compromis ». La lutte jusqu'au retrait** et frapper ensemble en élargissant les revendications. De nombreuses luttes ont mis sous le feu des projecteurs la nécessité de lier bataille pour les retraites et les luttes pour les salaires et conditions de travail.

L'inflation explose, la colère reste immense, le gouvernement prépare de nouvelles attaques Il faudra être le plus possible nombreux dans la rue et en grève. Il n'y a pas qu'en France que l'inflation persiste, elle est "*bien plus tenace*" que prévu reconnaît le Fonds monétaire international, dans ses dernières prévisions économiques. La hausse des prix devrait rester très forte au cours des deux prochaines années : +7 %<sup>(1)</sup> en 2023 (soit 0,4 point de plus qu'anticipé il y a seulement trois mois), et encore +4,9 % en 2024 (+0,6 point). A l'inverse, la croissance s'annonce modeste, à +2,8 % dans le monde, +0,8 % attendu dans la zone euro et pour la France +0,7 %. L'Allemagne finira l'année en légère récession, -0,1 %, les salariés allemands sont aussi dans la lutte, le lundi 27 mars 2023, un mouvement social d'une ampleur rare a paralysé les transports allemands. Des actions sont lancées pour une augmentation des salaires de 650€.

Le mouvement de lutte que nous vivons montre que le peuple est capable de riposter et de se faire respecter, même si le combat est difficile. Chaque journée de mobilisation renforce le mouvement. Chaque grève et chaque manifestation est un pas en avant fait par des millions de travailleuses et de travailleurs prenant conscience de la nécessité de la lutte sociale au quotidien contre le capital, s'y ajoute petit à petit l'idée que le système capitaliste lui même est en cause. Aussi, la lutte politique doit être menée avec détermination contre le capital jusqu'à l'éliminer. **Le capitalisme ne partage rien. Il ne recule que sous la pression des luttes ! Tous ensemble continuons et développons les massivement.**

<sup>(1)</sup>Une moyenne car les prix de l'alimentation s'envole à plus de 15% , riz, sucre +50%